

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs



De Stem van de Arbeiders

n° 93

p.a.f. 1,20 € - juillet 2019

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskyste)

L'avenir dépend de nos luttes

Dans ce numéro:

L'austérité dans les services publics n'est plus supportable

Thunderpower à la recherche d'argent public à Gosselies

Communes étranglées

*A bas la criminalisation des militants syndicaux
et des aides humanitaires*

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Charles Michel fait carrière

Après des jours de marchandages entre Macron, Merkel et une poignée d'autres chefs d'État, le casting des principaux postes à la tête des institutions de l'UE a été dévoilé. L'Allemande Ursula von der Leyen, ministre de Merkel, présidera la Commission européenne tandis que la Française Christine Lagarde, ex-ministre de Sarkozy, actuelle présidente du FMI, remplacera Mario Draghi à la tête de la BCE. Que Charles Michel ait été choisi pour présider le Conseil européen, a fait pousser des cocoricos à la presse belge.

Bref, là où les puissances européennes France et Allemagne n'ont pas pu se mettre d'accord, ils ont mis un Belge fier de son « sens du compromis ».

Mais aux travailleurs, cela montre surtout que la politique d'austérité de l'Union européenne ne tombe pas d'en haut, obligeant les gouvernements nationaux à s'y plier malgré eux. C'est la même caste de serviteurs entièrement dévoués aux intérêts de la finance qui passe d'un niveau de pouvoir à l'autre au gré des marchandages et des rapports de force. Oui, les classes laborieuses ont toutes les raisons d'être dégoûtées de ce spectacle, mais pour y mettre fin, c'est le capitalisme qu'il faut combattre. A commencer par celui de son propre pays.



Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotsky, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Les profits de la robotisation

D'après un rapport récent, 20 millions d'emplois pourraient être supprimés dans le monde d'ici 2030 en raison de la robotisation de l'industrie. Cela représenterait 8,5% des postes de travail. La crise de 2008 a détruit autant d'emplois en quelques mois rien qu'en Europe.

Quoi qu'il en soit, le fait que la robotisation, qui permet de soulager le travail humain, devienne une tragédie humaine dans ce système capitaliste est l'une des manifestations de son aberration.

La fièvre des spéculateurs

Les fortes chaleurs et la sécheresse dans plusieurs pays sont l'occasion pour les spéculateurs sur les marchés des matières premières agricoles de faire monter les cours. Le blé et le maïs ont ainsi pris 20% à Chicago.

La plus grande catastrophe pour l'humanité et la planète, ce n'est même pas la canicule, mais le capitalisme spéculateur.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

et sur facebook:

LutteOuvrière.Arbeidersstrijd

Abonnements:

Normal: 10 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Montée de l'extrême droite : notre avenir ne dépend pas des élections, mais de nos luttes !

N-VA et Vlaams Belang se sont vus pendant un mois. De quoi ont-ils discuté ? Certainement pas d'une pension minimale à 1500 euros. Ni des embauches urgentes dans les hôpitaux et les maisons de repos pour réaliser la « Flandre sociale » qu'ils promettaient.

Face au discrédit de tous les partis qui se sont relayé au pouvoir, le Vlaams Belang a pu jouer au défenseur des « petites gens ». Mais dans le programme du Vlaams Belang, on lit qu'il veut une « Flandre compétitive et attractive pour les investisseurs étrangers ». En clair, des travailleurs productifs, hyperflexibles et pas chers ! C'est pourquoi, le Vlaams Belang est pour baisser les impôts et les cotisations sociales patronales, pour les économies dans la Sécurité sociale et contre les augmentations de salaire. Sous un emballage différent, le même programme que celui appliqué par tous les gouvernements précédents : prendre aux pauvres pour donner aux riches.

Selon le Vlaams Belang, la situation de la population flamande pourrait être meilleure si la Flandre ne devait pas payer pour la Wallonie plus pauvre. Avant, la N-VA disait la même chose. Mais avec la N-VA aux gouvernements fédéral et régional, les impôts des entreprises sont passés de 33,9 à 25% et le patronat a pu profiter de nouvelles baisses des cotisations patronales à la Sécurité sociale... qui affiche par conséquent un déficit record. Par contre, les travailleurs en Flandre ont vu leurs pensions baisser, leur prépension se transformer en chômage avec sanctions à la clé, les contrats de travail se précariser, l'accès aux soins de santé se réduire, les allocations familiales baisser, les études des enfants devenir plus chères...

C'est pour masquer sa responsabilité dans ce bilan que la N-VA a joué la diversion en pointant un danger fictif, celui du pacte sur la migration de l'ONU. Ce faisant, la N-VA a créé un climat qui ne pouvait que profiter à l'extrême droite.

Quant aux autres partis dits « démocratiques », ils nous jouent la comédie des défenseurs scandalisés de la démocratie. Mais si le Vlaams Belang peut espérer rompre le cordon sanitaire et accéder à la mangeoire gouvernementale, c'est parce que la politique répressive qu'il propose à l'égard des migrants est déjà en grande partie appliquée en Belgique et en

Europe. Avec un cachet de respectabilité, tous les gouvernements européens ont transformé l'Europe en forteresse et ils ont tous participé à faire croire que le danger pour notre niveau de vie vient des migrants ! Mais c'est faux ! Ce ne sont pas les réfugiés des guerres et de la misère qui ferment les entreprises, compriment les emplois, bloquent les salaires et rabotent la sécurité sociale ! Ce sont les patrons et les gouvernements qui sont directement responsables des difficultés des travailleurs.

Les premières mesures contre l'immigration dans les années 80, c'est Jean Gol qui les a prises, dirigeant du PRL ancêtre du MR, la même famille politique que Patrick Dewael qui dit servir de « rempart » contre l'extrême droite ! Quant aux Partis socialistes, en participant activement à toutes les politiques d'austérité et aux privatisations, ils ont discrédité les idées socialistes et anti-racistes qui étaient celles du mouvement ouvrier conscient de la nécessité de ne pas se laisser diviser. Et en poussant la division de la Wallonie et de la Flandre dans les années 70, ils ont préparé le terrain au nationalisme et à la montée de l'extrême droite !

Les nationalistes et l'extrême droite n'apporteront aucune solution pour les travailleurs. Au contraire, ils seront au service des capitalistes qui cherchent à tout prix à préserver leurs profits, malgré la crise. Une classe capitaliste qui fera appel à des méthodes plus autoritaires, plus brutales, pour faire face au refus des travailleurs de faire les frais de la prochaine crise. Les méthodes inhumaines appliquées aux migrants, les capitalistes les appliqueront, avec l'aide de l'extrême droite, aux travailleurs qui se rebellent, aux syndicalistes et aux militants communistes !

Dans cette situation, crier au fascisme, c'est stérile. Ce ne sont pas les partis dits démocratiques, ce n'est pas la police, ni la justice au service du patronat, qui s'opposeront à la montée du fascisme si on en arrive là. Les partis traditionnels sont trop dévoués au système capitaliste pour oser envisager la seule solution réaliste : l'organisation de la classe ouvrière et de son autodéfense face à la menace de l'extrême droite. Les travailleurs, qu'ils soient wallons, flamands ou qu'ils viennent d'ailleurs, n'ont qu'une solution pour défendre leurs existences : préparer la lutte collective contre l'exploitation et contre le pouvoir de la classe capitaliste.

Musées fédéraux: en voie d'extinction?

Au cours des dix dernières années, les établissements scientifiques fédéraux (ESF), incluant des musées tels que le Musée de l'Afrique centrale, le Musée des Sciences naturelles, les Musées d'Art et d'Histoire et les Musées des Beaux-Arts, ont été durement touchés par une série de coupes budgétaires, qui remettent en question la poursuite de leurs tâches, et au-delà, la survie même de ces institutions publiques de recherche, de gestion de collections et de divulgation du savoir.

Suite à la crise financière de 2008, le gouvernement Di Rupo avait lancé les hostilités. Cela s'est sans surprise poursuivi sous Michel & Co.

Et une nouvelle coupe budgétaire de 2 % est prévue, mais est pour l'instant postposée pour cause de gouvernement en affaires courantes...

Au Musée des Sciences naturelles, célèbre pour sa collection d'Iguanodons et employant environ 430 personnes, dont 130 chercheurs, les réductions de budget atteignent 12 % pour les salaires, 20

% pour le fonctionnement et 33 % pour les investissements. En conséquence, de nombreux départs à la retraite ne sont pas remplacés ou tout au plus par des contractuels. Ce qui veut dire une surcharge de travail pour ceux qui restent, des cas de burn-out face à l'augmentation des tâches, y compris administratives, dont les chercheurs doivent maintenant s'acquitter, et du découragement face aux contrats précaires et à l'impossibilité de mener à bien son travail. La pénurie de personnel est également criante dans les services techniques et de gardiennage, avec des travailleurs très souvent sous contrats précaires et une externalisation progressive des tâches.

Il y a aussi l'impossibilité de remplacer de nombreux équipements, aussi bien en recherche que dans les salles d'exposition, alors que le Muséum accueille largement plus de 300.000 visiteurs par an. Par exemple, une bonne partie des ascenseurs doit être remplacée depuis plusieurs années, et quand ils ne sont pas purement et simplement mis hors service pour de longues

périodes, ils tombent régulièrement en panne.

Les autres ESF ne sont bien entendu pas en reste. Même le Musée de l'Afrique centrale, qui vient pourtant de rouvrir ses salles après une longue phase de rénovation, voit son personnel diminuer de 14% et son budget de 25%, le mettant dans l'incapacité de gérer ses collections de façon optimale.

Sans refinancement majeur, ces musées et institutions de recherche sont confrontés à un réel risque de disparition. Un comble pour un organisme tel que le Musée des Sciences naturelles, impliqué dans de nombreux projets étudiant la crise de biodiversité actuelle!



Un jour, on ira au musée pour se souvenir du capitalisme, ce système qui a préféré le profit au savoir... avant d'être exterminé par la révolution sociale inattendue.

Suppression des guichets à la Sncb : ça continue !

La Sncb annonce la fermeture des guichets l'après-midi dans les « petites » gares, comme Dinant ou Saint-Trond, le week-end ou le dimanche dans des gares plus importantes comme Tubize, Genk, Marchienne-au-Pont, etc. Les navetteurs sont poussés à acheter leurs titres de transports auprès des automates.

C'est ainsi que la direction de la Sncb pourra demain justifier la fermeture complète de ces guichets sur base de « la baisse de leur fréquentation ». Il est clair qu'il ne s'agit pas de créer des chemins de fer plus modernes, mais seulement de faire des économies au détriment des cheminots et des voyageurs.

La grogne des blouses blanches

Le mardi de mobilisation à l'appel de la CNE a encore été bien suivi dans de nombreux hôpitaux le 24 juin et le 2 juillet. Le syndicat dit envisager des actions en septembre. La mobilisation sera nécessaire, car le déficit de la Sécurité sociale annoncé cette semaine, ne manquera pas de donner aux actuels et futurs ministres la mauvaise idée de nouvelles attaques contre ceux qui font fonctionner les hôpitaux.

Au prix de la santé des travailleurs de la santé.



Agence wallonne du Patrimoine : la colère va éclater !

Depuis de nombreux mois, la colère monte contre l'aggravation des conditions de travail parmi les travailleurs de l'Agence Wallonne du Patrimoine (AWaP). Les 340 employés de cette Agence, répartis dans 3 zones géographiques et 9 (!) directions (services) différentes, sont responsables de la protection des bâtiments classés et des fouilles archéologiques préventives pour toute la Wallonie.

Leurs problèmes sont communs à toute l'administration wallonne et en fait, à l'ensemble des services publics. Le non-remplacement des collègues décédés ou pensionnés, la diminution des budgets de fonctionnement, appliqués depuis plus de 10 ans, provoque des dysfonctionnements partout, qui vont jusqu'à la paralysie. Commander du papier toilettes, des piles pour les appareils photos de chantiers, obtenir des timbres postes, tout pose problème, car les services de commande manquent de personnel. Mais les choses sont bien plus graves que cela. Pour remplacer un collègue en maladie longue durée, une concierge preste des journées de 7h du matin à 21h, soit deux temps pleins par semaine ! Le responsable d'un musée archéologique termine fréquemment sa journée à minuit pour recommencer le lendemain à 7h. Les services de facturations sont incapables, faute de budgets et de personnel, de payer les entreprises et les indépendants auxquels l'AWaP fait appel. La consigne du Directeur de ce service est : « payez ceux qui réclament le plus ». Ces collègues sont donc constamment harcelés jusque dans leurs bureaux.

De nombreuses fouilles sont soit reportées, soit exécutées avec un manque criant de moyens et de personnel. Souvent, la moyenne d'âge des opérateurs de fouille est de plus de 50 ans. Et par-dessus-tout, chacun constate qu'il lui est de plus en plus difficile de faire son travail parce que les services sont paralysés.

La conséquence de cette situation est une épidémie de burn-out. Les organisations syndicales ont demandé à la



médecine du travail d'intervenir, mais le seul résultat réel de ces démarches est que les collègues, invités à venir expliquer leurs problèmes par groupes de 12, ont pu se rendre compte qu'il ne s'agissait pas de cas isolés mais d'un dysfonctionnement général. C'est à cette occasion que la détresse a commencé à se transformer en colère, ce qui n'était sans doute pas le but de la médecine du travail.

Devant l'inertie de la direction, les procédures interminables de la concertation sociale, un certain nombre de travailleurs ont ressenti la nécessité de faire bouger les choses. Des courriers listant les problèmes et interpellant les Directeurs, avec copie aux collègues, ont provoqués des dizaines de réactions d'espoir... ou d'appels au secours ! Ces collègues ont demandé aux organisations syndicales d'organiser des assemblées des agents. Pour l'instant, seule la CGSP a accepté, et encore, seulement pour ses affiliés. Mais des collègues sont bien décidés à militer pour organiser leurs collègues dans la perspective d'actions pour exprimer le ras-le-bol général, sans hésiter à dénoncer les ministres et leurs politiques d'austérité, responsables de ce marasme.

Non à la criminalisation des militants!

La Cour d'appel d'Anvers a confirmé la condamnation du président de l'ABVV Anvers Bruno Verlaeckt. Il est condamné, sans applica-



tion de peine, pour « entrave méchante à la circulation », c'est-à-dire un piquet de grève dans le port d'Anvers en 2016.

Il s'agit non pas de justice, mais d'un acte politique qui vise à intimider tous ceux qui, lors d'une grève, voudraient empêcher un camion d'entrer dans une usine.

Oui, le patronat peut compter sur sa justice, ses juges, ses lois pour défendre leurs intérêts, y compris pour attaquer les militants. Les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes. Nombreux et déterminés, ils seront plus forts que les lois !

Depuis le début de cette année, l'usine Audi à Forest produit l'e-tron, la première voiture électrique du groupe. Dans le cadre de l'exploitation capitaliste et la recherche du profit à tout prix, ça ne sera pas la solution miracle pour combattre le réchauffement climatique. La lutte contre le réchauffement climatique passe par la lutte contre l'exploitation ! Quelques échos des deux dernières éditions du bulletin Lutte Ouvrière qui paraît toutes les deux semaines :



Coup de chaleur

Aux batteries, il faut travailler en combinaison avec cette chaleur et c'est simplement insupportable. On a débrayé, et du coup, c'est la direction qui a eu chaud. Il n'a pas fallu 30 minutes, pour obtenir au moins des pauses.

1er juillet 2019

La « mobilité » à la sauce capitaliste est encombrée

Parmi les problèmes : les camions en retard. Le « juste à temps » est coincé dans les embouteillages.

16 juin 2019

Changeons le système, pas le climat

Même avec les voitures électriques, la « mobilité verte » ne sera pas pour demain. Tant que les entreprises (y compris celles qui produisent les voitures censées être propres) jettent leurs stocks sur les autoroutes pour réduire au maximum l'immobilisation des stocks afin d'augmenter les profits, les camions à la queue leu leu continueront à empester l'atmosphère.

Lutter pour de meilleures conditions de travail et moins de stress, combattre les absurdités de ce système dont souffrent les travailleurs tout autant que la planète, c'est par là qu'on peut commencer à changer le système et sauver la planète !

16 juin 2019



Une vie de juste à temps ?

L'autre jour, la direction a prévenu l'équipe d'après-midi en dernière minute que la production tombait à l'eau. Certains étaient déjà arrivés à l'usine pour apprendre qu'ils pouvaient rebrousser chemin ! Deux à trois heures dans le bus pour rien, ça ne fait pas rigoler, ni les 40% de perte de salaire quand on est intérimaire.

Mais attention: trop tirer sur l'élastique peut-être dangereux.

1er juillet 2019

Années grasses ? Pour qui ?

Pour les 2-3 années à venir, les groupes d'automobile Volkswagen, Daimler, BMW, Opel et Ford ont annoncé ces derniers mois 70.000 suppressions d'emplois en Allemagne ! Le patronat, relayé par les politiciens et la presse, y parle de la « fin des années grasses ».

Mais ceux qui ont accumulé la graisse pendant ces années « grasses », ce ne sont pas les travailleurs, ce sont les actionnaires ! Aujourd'hui, entre la crise économique qui gagne la Chine et fait baisser les ventes, le Brexit et les tensions commerciales grandissantes avec les Etats-Unis, les actionnaires veulent continuer à s'engraisser en imposant aux travailleurs des conditions de travail et de salaire toujours pires.

C'est eux qui préparent l'explosion sociale à venir !

1er juillet 2019

Le temps de souffler

Il y a toujours beaucoup de problèmes et d'arrêts de la production pour cause de pièces manquantes, perdues, en retard ou mal façonnées. Mais au moins, ça laisse parfois le temps de souffler.

16 juin 2019

Les pompiers de Bruxelles en colère contre la diminution de leurs primes !

Le 16 juin, plusieurs centaines de pompiers de Bruxelles ont manifesté pour protester contre les mesures annoncées par le gouvernement bruxellois sortant qui veut changer le régime des primes.

La raison invoquée par la Région est une amende d'environ 30 millions d'euros exigée par l'ONSS. La région aurait « oublié » pendant une dizaine d'années (!) de payer les cotisations sociales pour les « allocations forfaitaires de garde » que reçoivent les pompiers. Comme les incendies ne respectent pas les heures de bureau, ceux-ci sont casernés dans un régime de 24 heures de garde suivies de 72 heures de repos.

Le compromis conclu entre la Région bruxelloise et l'ONSS prévoit de passer à une « prime

opérationnelle » qui est exemptée de cotisations sociales et en vigueur depuis 2015 pour les services de secours. Cela laisse d'ailleurs penser que « l'oubli » invoqué sert de prétexte pour faire passer une mesure d'austérité de plus sur le dos des pompiers.

Ce changement de régime représenterait une perte de 200 euros par mois pour les pompiers de base. Les pompiers spécialisés perdraient encore plus.

Pour l'instant, la Région leur a dit d'attendre le nouveau gouvernement et certains ex- et futurs ministres disent comprendre la colère des pompiers. Mais ceux-ci ne sont pas dupes. Car ils ne vivent pas la première économie sur leur dos : casernes au toit fuyant et sans chauffage en hiver, des réparations dans les bâtiments qui attendent des

mois, des économies de bout de chandelle qui mettent la sécurité et la santé des sauveteurs en danger... et parfois il semble plus facile d'éteindre un incendie que d'obtenir le remplacement d'un vêtement de travail usé.

Les pompiers ont bien raison d'être en colère et beaucoup de travailleurs de tous les secteurs partagent une colère similaire. Il faut que ça change. Et pour ça, il faut que le feu social s'étende !



Devant la caserne de Jette

Reconversion à Gosselies : Thunder Power cherche pousseurs wallons pour véhicule électrique

Octobre 2018 : durant les dernières semaines de la campagne électorale communale, le bourgmestre de Charleroi, Paul Magnette (PS), et le ministre wallon de l'économie, Pierre-Yves Jeholet (MR), posent fièrement pour la photo à bord de « Chloé », en réalité une carrosserie en plastique dépourvue de moteur, censée représenter un futur véhicule électrique. Et Chloé allait être produite à Charleroi sur l'ancien site de Caterpillar à Gosselies ! Des milliers d'emplois étaient promis par les responsables politiques wallons.

Mais Thunder Power, l'investisseur chinois providentiel, n'est en réalité qu'une start-up de Hong Kong qui, à l'époque, n'avait pas encore produit une seule voiture. Il y a, en Chine, à côté des grands constructeurs chinois, japonais et occidentaux, des dizaines de start-

up de ce type qui tentent de se placer sur le marché des véhicules électriques... avec des chances de réussites estimées à 1%.

Pour attirer les investisseurs sur les places boursières en Chine, Thunder Power cherche à lever des fonds et à développer des projets de commercialisation en Europe. En clair, c'est un projet hautement spéculatif.

Et c'est pour aider ce projet que la Sogepa, l'organisme de participation de la Région Wallonne dans le secteur privé, a imaginé un montage financier de 150 millions € à

verser à Thunder Power via un « holding » basé dans le paradis fiscal des îles Vierges britanniques.

Aujourd'hui, le démarrage de la production, annoncé pour 2020, est reporté à une date inconnue. La construction de l'usine commencerait en 2021. Mais Thunder Power presse la Sogepa de verser sans attendre 50 millions €... pour convaincre des investisseurs en Chine.

Y aura-t'il un jour des voitures électriques qui sortiront de chaîne de montage à Gosselies ? Nul ne sait. Mais ce qui est sûr, c'est que malgré leurs petits bras, la Sogepa, et les gouvernements wallons veulent continuer à jouer le rôle de chaise à porteurs pour les capitalistes, y compris ceux qui n'ont pas de capitaux.



Magnette fait la claqué à Chloé

Travailleurs jetables?

Chez Volvo Trucks Gand, les contrats de 290 intérimaires se termineraient le 12 juillet et ne seraient pas renouvelés. Selon la direction, les ventes seraient en baisse.

Peut-être, mais pas les profits de Volvo qui a connu une année record en 2018... entre autres grâce au travail des intérimaires ! Avec un profit net de 3,85 milliards d'euros, le groupe a largement de quoi payer les salaires, même quand il y a moins de travail.

Vu le ralentissement économique de plus en plus probable, cela risque de ne pas être la dernière annonce de ce genre. Pour éviter un chômage encore plus massif, les travailleurs ont tout intérêt à refuser cette logique inhumaine dès maintenant. Aux actionnaires de porter les « risques de marché » de leur système économique, pas aux travailleurs !



Etudiants travailleurs

Une enquête effectuée par Randstad montre que la majorité des étudiants belges travaille et cela durant toute l'année scolaire. Beaucoup durant l'été, mais plus de 64% prestent comme jobistes pendant le reste de l'année. Jamais cette proportion n'a été aussi importante, estime Randstad. A peine 15% des étudiants n'ont exercé aucun travail ni petit job d'appoint.

L'augmentation du coût de la vie, la montée du chômage des parents et la baisse ou la stagnation de leurs salaires, voilà autant de choses qui poussent les jeunes à devoir travailler durant leurs études.

Résultat : des jeunes qui dorment en classe pour récupérer de leurs heures de travail, des échecs scolaires par manque de temps à consacrer aux études ! Et de l'autre côté de la société : des patrons qui profitent de la main d'œuvre bon marché !



Le chômage baisse, la pauvreté augmente

Les chiffres du chômage seraient en baisse en mai. En un an, il y aurait 37 102 chômeurs complets indemnisés en moins. 308 579 personnes reçoivent cette allocation. Mais il y a 464 599 demandeurs d'emploi inscrits. Cela fait surtout 156 020 personnes qui n'ont ni salaire, ni allocations de chômage ! Sans compter les 142 000 personnes qui dépendent du revenu d'intégration social des CPAS. Pas de quoi pavaner !

Statistiques contre menteurs

Le gouvernement Michel et ses « experts » affirmaient, contre l'évidence et contre les gilets jaunes, que « le pouvoir d'achat avait augmenté ». Mais voici que les chiffres de Stabel, l'Office belge de statistique montrent le contraire : en 2018, 16,4 % de la population est pauvre, contre 14,3 % en 2004. La pauvreté augmente et touche en particulier les pensionnés (16,7 % de pauvres), les jeunes de 16 à 24 ans (20,4 %, un sur cinq !), les chômeurs (49,4 %, un sur deux !!), les mères isolées (41,3% !!!).

La pauvreté est causée par la rapacité de la classe capitaliste. Elle touche en premier nos enfants, nos parents âgés, les mamans isolées, nos collègues licenciés, car les gouvernements sont au service des riches, quelles que soient leurs couleurs.

Chaque année, la même incurie patronale

Mardi 2 juillet, les bagagistes de Swissport à l'aéroport de Zaventem ont fait des actions, si la direction n'embauche pas du renfort.

On aurait pu croire qu'après les grèves de l'année passée chez Aviapartner, la direction de Swissair allait prévoir le coup. Et la chaleur, et l'afflux de vacanciers à cette période sont en effet complètement prévisibles. Mais non, chaque année, il se trouve des patrons pour tirer sur la corde en comptant sur le fait que les travailleurs sont prêts à laisser leur santé au travail par peur du chômage. Ça a raté à nouveau. Et c'est tant mieux !



Les gouvernements c'est la façade, le vrai pouvoir est détenu par les actionnaires des entreprises!

Les élections terminées, le ballet des négociations en vue de la formation des coalitions gouvernementales a commencé. Cela se fait derrière des portes closes, et pour cause ! Car il n'est plus question des 1500 euros de pension par mois, d'un emploi pour tous, des améliorations promises pour les logements, les factures d'énergie, les transports gratuits, ou encore d'impôt sur les grandes fortunes. Ça c'était pour appâter les électeurs. Maintenant, il s'agit pour les politiciens de se mettre d'accord sur un programme de gouvernement « réaliste » et « responsable ».

Mais ce qui serait « réaliste » et « responsable » pour les classes laborieuses qui doivent se débrouiller avec des pensions en-dessous du seuil de pauvreté, des contrats précaires, des journées de 12 heures, la surcharge de travail, des salaires qui ne suffisent pas à payer les imprévus, et des logements insalubres, ne l'est pas pour la classe capitaliste.

« Réaliste » et « responsable » du point de vue des capitalistes, c'est leur permettre de faire plus de profits, malgré la crise. C'est baisser les salaires, c'est leur faire cadeau de l'argent de la sécurité sociale, quitte à baisser les pensions, les dépenses pour la santé, enfoncer les familles des travailleurs sans emploi encore plus dans la misère. C'est diminuer les budgets des services publics au nom de la dette, et alléger les impôts pour les entreprises. Cette politique anti-sociale était le programme appliqué par tous les gouvernements précédents, et ce sera le pro-

gramme des gouvernements suivants.

Car ce sont les actionnaires des grandes entreprises et des banques qui détiennent le pouvoir, ils influencent leurs amis politiciens qui négocient, exercent des pressions sur d'autres... voire les achètent.

La crise du capitalisme s'aggrave. Alors les plus forts tentent de sauvegarder leurs profits en mettant la main sur des parts de marché des concurrents, en aggravant la guerre commerciale. Mais cette guerre économique, les capitalistes la font aussi sur le dos des travailleurs qu'ils exploitent toujours plus. La guerre sociale, que la classe capitaliste mène aux travailleurs, ne peut que devenir plus brutale encore.

Un « gouvernement de gauche » ou « progressiste » qui améliore la situation des travailleurs n'est qu'une illusion qui masque la réalité de la lutte des classes ! Car ce ne sont pas les gouvernements qui dirigent ! Les dirigeants de la FGTB ont tout fait pour maintenir cette illusion en faisant pression pour un « gouvernement de gauche ». Et le PTB a joué le jeu, en faisant croire que le PS pourrait accepter une « politique de rupture ».

Les dirigeants du PS ont participé depuis des décennies à quasiment tous les gouvernements d'austérité, ils ont privatisé plus de services publics que quiconque. Ils sont dévoués corps et âme au système capitaliste, eux-mêmes en profitent. Ils continueront à servir la bourgeoisie, quitte à signer l'arrêt de mort de leur parti. La débâcle du

parti socialiste français ou du SPD allemand en témoigne. Ces partis ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes, après avoir, pour le compte de la classe capitaliste, détricoté la sécurité sociale et contribué à détruire les droits que les travailleurs avaient pu gagner au cours de leurs luttes.

D'autres partis sont en train d'occuper la place que les partis socialistes ont laissée libre en trahissant tant de fois et en désorientant la classe ouvrière. Le Pen en France, l'AfD en Allemagne, le Vlaams Belang en Belgique, Salvini en Italie... Ces partis seront là pour mener des politiques anti-sociales décomplexées, plus offensives et plus brutales encore contre les travailleurs.

Face aux dangers de la crise, de la montée de l'extrême droite, des guerres commerciales qui peuvent à tout moment se transformer en guerre tout court, la seule vraie perspective pour les travailleurs est de se regrouper et de se préparer en vue du renversement du système capitaliste.

Les travailleurs ont la force d'en finir avec le capitalisme, par la place centrale qu'ils occupent dans l'économie. Ils ont la clé pour mettre l'économie sur des bases humaines où compte l'intérêt du plus grand nombre et non le profit de quelques-uns. Il faut qu'ils en deviennent conscients. Indépendamment des élections et des couleurs du prochain gouvernement, il faut des hommes et des femmes qui défendent cette perspective et fassent vivre un courant communiste révolutionnaire dans la classe ouvrière.

Racket dans les caisses de la sécurité sociale

Il devrait manquer 1,45 milliard d'euros à la sécurité sociale pour faire face à ses dépenses de 2019 et ce déficit pourrait grimper jusqu'à 6,3 milliards d'euros d'ici 2024.

Ce trou dans le budget de la sécurité sociale n'est pas dû à de prétendus fraudeurs que seraient les malades longue durée, c'est-à-dire les travailleurs usés par le travail, victimes de tendinites, TMS, burn out ou de cancers... ni aux chômeurs victimes des licenciements ! Ce trou est la conséquence des réductions de cotisations accordées aux patrons et les prix élevés des médicaments imposés par les firmes pharmaceutiques.



Hauts et bas des demi-riches

On a vu les multimilliardaires, comme Bernard Arnaud, sortir des centaines de millions € pour Notre-Dame. Mais en dessous d'eux, il y a tous ces « petits » bourgeois qui possèdent « seulement » un millième de la fortune des milliardaires et qui fraudent pour la cacher au fisc.



Un petit prince

Le Prince de Croy, acquitté en 2015 pour une fraude fiscale de 32 millions €, a fait sa spécialité de proposer ses services à cette clientèle. Des coursiers au logos de Nespresso passaient prendre chez ses clients des enveloppes d'argent liquide qui, après de compliqués circuits bancaires passant de la Suisse au Bahamas, des Emirats arabes à Hong Kong, revenaient ensuite à ces clients sous la forme bien pratique de cartes de crédit anonymes.

Il semble que ce mécanisme a finalement été révélé à la justice, parce que le Prince de Croy aurait été dépouillé par un associé russo-suisse indéclicat... Terrible la concurrence !

Les travailleurs voient là concrètement où finit l'argent extorqué de leur travail : chez le Prince et ses clients, entrepreneurs en bâtiments, dames de la noblesse, chefs d'entreprise... Il faudra l'y récupérer !

Le cinéma de la société civile

Les négociateurs PS et écolo, ont invité la « société civile », c'est-à-dire pour commencer l'Union Wallonne des Entreprises et les syndicats, avant les ONG. Comme si les politiciens manquaient de liens avec ces organisations !

Le patronat wallon a donc dit ce à quoi il fallait s'attendre : le gouvernement doit faire plus pour les entreprises et faire des économies importantes (sur ce qui est utile à la population). En cherchant la « société civile », on trouve donc surtout un patronat pratiquant la lutte des classes, pour ensuite « se faire à l'idée d'un retour du MR ».

Ce cinéma-là ne gagnera pas d'Oscar !



Acteurs du cinéma wallon

BPost: facteur pas contrôleur!

A partir de ce mois de juillet, les facteurs de BPost seront chargés de contrôler la résidence effective des pensionnés qui reçoivent la pension GRAPA (garantie de revenus aux personnes âgées). Pour avoir droit à ce montant ridicule de 745 euros, il faut effectivement résider en Belgique. Cette mesure de contrôle vise donc surtout des travailleurs âgés d'origine étrangère qui auraient choisi de passer quelques mois de l'année dans leur pays d'origine, peut-être même simplement parce que c'est là qu'on peut plus ou moins vivre avec 745 euros.

Criminaliser les pauvres, c'est tout ce qu'ils savent faire. A quand le contrôle des comptes de BPost par les travailleurs pour retrouver les milliards empochés par les actionnaires privés qui n'ont jamais travaillé, mais font courir les facteurs, y compris pour des tâches indignes.

« Sheep Coaching »



Amener un troupeau de moutons d'un point A au point B, c'est la tâche de ces cadres qui suivent le « sheep coaching », nouvelle méthode de formation pour les managers où on les voit courir sur le gazon à faire des grands signes aux moutons.

Le seul hic : contrairement aux moutons, les « ressources humaines » comme ces « bergers » appellent les travailleurs, peuvent se croiser les bras quand ils en ont assez d'être méprisés.

La Louvière : une commune au bord de la crise budgétaire

Le collège de la Louvière vient de prendre des mesures visant à combler les trous dans les finances de la commune.

Le PS qui a perdu des voix lors des dernières élections communales, n'a pas forcément envie d'en perdre encore plus. Il ne veut donc pas donner l'impression de faire payer la population directement. Mais cela risque de s'avérer vite caduque.

Il a ainsi été décidé d'augmenter les taxes payables par des exploitants de parkings gratuits ou payants, une mesure qui vise le Cora, mais aussi les hôpitaux Tivoli et Jolimont, eux-mêmes mis en régime par le gouvernement. Ils auront toujours la possibilité de rendre ces parkings payants, ou de dissimuler la taxe dans leurs prix.

La taxe sur la force motrice a été réintroduite, payable notamment par NLMK. Mais encore faut-il arriver à réellement faire payer cette entreprise, dont les actionnaires qui ont l'art du chantage à l'emploi, ne sont

certainement pas disposés à contribuer à l'effort.

Par contre, la commune ne remboursera plus le forfait d'abonnement à l'eau aux familles les plus pauvres. La Commune espère fourguer ce coût au « fonds social de l'eau » de la Région wallonne. Mais si celui-ci ne paye pas, ces familles risquent la coupure d'eau !

Et de toute façon, la Commune laisse déjà entendre que d'autres mesures devront être envisagées : l'augmentation du pourcentage de l'impôt sur les personnes physiques prélevé par la commune. Avec 8,5%, La Louvière est pourtant depuis des années parmi les villes où cet impôt



communal est le plus élevé. Suivent l'augmentation du précompte immobilier et l'augmentation de la taxe égouts. Cette dernière est particulièrement piquante, car les égouts qui datent pour certains du 19ème siècle, sont vétustes et débordent souvent. Et ce n'est pas le gel des embauches dans les services communaux qui arrangera ça !

Le bourgmestre se défend en accusant les niveaux de pouvoir régional et fédéral qui ont en effet reporté des coûts sur le dos des communes... devenues le chaînon de l'appareil d'Etat qui applique l'austérité au plus près de la population laborieuse. Jusqu'au jour où celle-ci se lève à l'échelle de tout le pays, dans les communes, dans les entreprises, dans les services publics et jusque dans les administrations locales... pour refuser de faire les frais de la crise du capitalisme et de prendre l'argent là où il est : dans les coffres forts des grands actionnaires des banques et entreprises !

Communes étranglées par les banquiers

Une étude de la banque Belfius sur l'état des finances communales montre que les communes n'ont pas assez d'argent pour payer les pensions de leurs fonctionnaires statutaires. Selon l'étude, certaines communes pourraient être dans l'impossibilité de payer les pensions dès 2024.

L'étude met en cause la diminution du nombre des agents statutaires cotisants qui sont remplacés par des contractuels. Mais aussi l'augmentation de la charge de l'endettement des communes, et l'augmentation des frais des

CPAS, des zones de polices et de secours ainsi que le vieillissement de la population qui jouerait sur une baisse des impôts.

Tout cela, prévient l'étude, va jouer sur la capacité d'investissement des communes. Alors qu'ils sont déjà en recul avec des investissements en baisse de 12% entre 2018 et 2019.

Et en effet, les finances communales sont à sec ! Nombre d'entre elles, et surtout celles où la population est la plus touchée par le chômage et la pauvreté, sont mises sous tutelle. Bien des voiries, des logements sociaux, des

éclairages publics etc... sont laissés à l'abandon. Le personnel partant n'est plus remplacé qu'en infime partie. L'étude de Belfius dit que le Fédéral devrait intervenir pour prendre une partie des frais en charge...certainement !

Mais ce n'est pas à la population de payer ! Les communes sont à sec pour avoir sauvé les banques, et notamment Dexia, aujourd'hui Belfius. Aux actionnaires de banques et des grandes entreprises de payer !



Le nouveau siège de Belfius en cours de construction à Bruxelles.

Quand la solidarité humaine devient un crime

Dans la nuit du 28 au 29 juin, la capitaine du bateau humanitaire du Sea Watch 3, Carola Rackete, a été arrêtée et incarcérée en Italie après avoir bravé l'interdiction du gouvernement italien d'entrer dans les eaux territoriales italiennes.

Pour Matteo Salvini, le Ministre de l'Intérieur italien et chef du parti d'extrême droite la Ligue, ce bateau d'une organisation humanitaire a attaqué la marine de son pays !

Après avoir fait des va-et-vient



Les frontières contre les pauvres

Fin juin, une inspection d'un camp de rétention à El Paso, aux Etats-Unis, révélait que des centaines d'enfants y étaient parqués, séparés de leurs parents, affamés, assoiffés, malades et effrayés. Certains étaient même gardés dans des cages, dormant à même le sol sans douche ni change pendant des semaines. Plusieurs enfants sont décédés sous ces conditions.

En même moment, la presse a publié la photo d'un homme salvadorien et de sa fille de 23 mois morts noyés alors qu'ils tentaient de traverser le Rio Grande. Tout comme 283 migrants morts en 2018 à cette frontière. De l'Europe forteresse à l'Amérique retranchée derrière ses murs et ses barbelés, les dirigeants des pays les plus riches du monde mènent la même guerre abjecte aux pauvres.



Arrêtez de prendre les enfants

aux abords de l'espace maritime italien, en attente d'une autorisation officielle, la capitaine du bateau humanitaire Sea-Watch décidé de forcer le destin et le blocus des eaux territoriales italiennes. Elle est entrée dans le port de Lampedusa samedi 29 juin en pleine nuit pour débarquer enfin les quarante migrants qui avaient été secourus en mer deux semaines plus tôt alors qu'ils risquaient la mort sur leur canot pneumatique à la dérive.

Voilà « l'acte de guerre », comme l'a appelé Matteo Salvini. Heureusement, la juge en charge de l'affaire n'a pas suivi ce point de vue !

Après Pia Kemp, c'est la deuxième capitaine humanitaire inculpée en Italie. Salvini joue des muscles et multiplie les attaques

contre les migrants et leurs soutiens, soi-disant au nom des intérêts et de la sécurité de la population italienne. Et ce ne sont pas les déclarations pseudo-humanitaires des dirigeants de l'Union européenne qui peuvent le gêner. En réalité, il y a surtout le silence assourdissant de nombreux pays membres, qui abandonnent aux pays du sud de l'Europe le soin de gérer l'arrivée des migrants. Il n'est que trop facile pour Salvini de souligner cette hypocrisie.

Il y a trois morts par jour en méditerranée dans un monde dont les Bourses dégorgent de milliards. N'en déplaie à Salvini et ses complices européens, tout le monde n'est pas prêt à accepter ce massacre ! La pétition pour Pia Kemp a déjà recueilli 300 000 signatures.

A bas la guerre ET le chômage!

Le Conseil d'Etat vient de donner raison à la Ligue des droits humains qui réclamait l'annulation de 8 licences d'exportations d'armes à destination de l'Arabie Saoudite. Elles servent entre autres dans la guerre contre le Yémen qui a déjà causé 10 000 morts au minimum. La FGTB de la FN Herstal (Fabrique Nationale) dit craindre « une répercussion sur l'emploi ».

Ces « craintes » syndicales ne renforcent en rien les ouvrières et ouvriers dans la défense de leur salaire et de leurs emplois. Au

contraire, cela revient à justifier le prétexte qu'utiliseront les patrons pour tenter de faire payer aux travailleurs le maintien des profits, même si les commandes baissent.

Pour venir faire des cadeaux aux banquiers spéculateurs, les gouvernements savent trouver de l'argent ! Alors les travailleurs devront exiger le maintien de leurs salaires, même si la production se réduit !

Et pour abolir la production d'armes, il faut se préparer à abolir le capitalisme.

La bonne affaire des engins de mort

Les pays européens membres de l'OTAN ont augmenté pour la quatrième année consécutive leurs dépenses militaires, cette fois-ci de près de 4%. Ils achètent des blindés, des avions de chasse, des satellites militaires... Ce sont près de 300 milliards de dollars qui finissent dans les coffres des marchands d'armes parmi lesquels les industriels français sont en bonne position. Des milliards que les peuples paient doublement, par leurs impôts et dans leur chair, quand ces armes finissent par leur tomber dessus.



Parade du 21 juillet